

LA NOUVELLE

10^{ème} année N°460 du Lundi 12 Novembre 2018 - 400 Fcfa - Afrique 600 Fcfa - Europe - 1,50 €



Révélation exclusives

Cet homme

veut brûler

le Cameroun

Pp.2-5

Détournements présumés

**Libom Li Likeng, Nkoto Emame et
Biyiti Bi Essam dénoncés au Tcs**

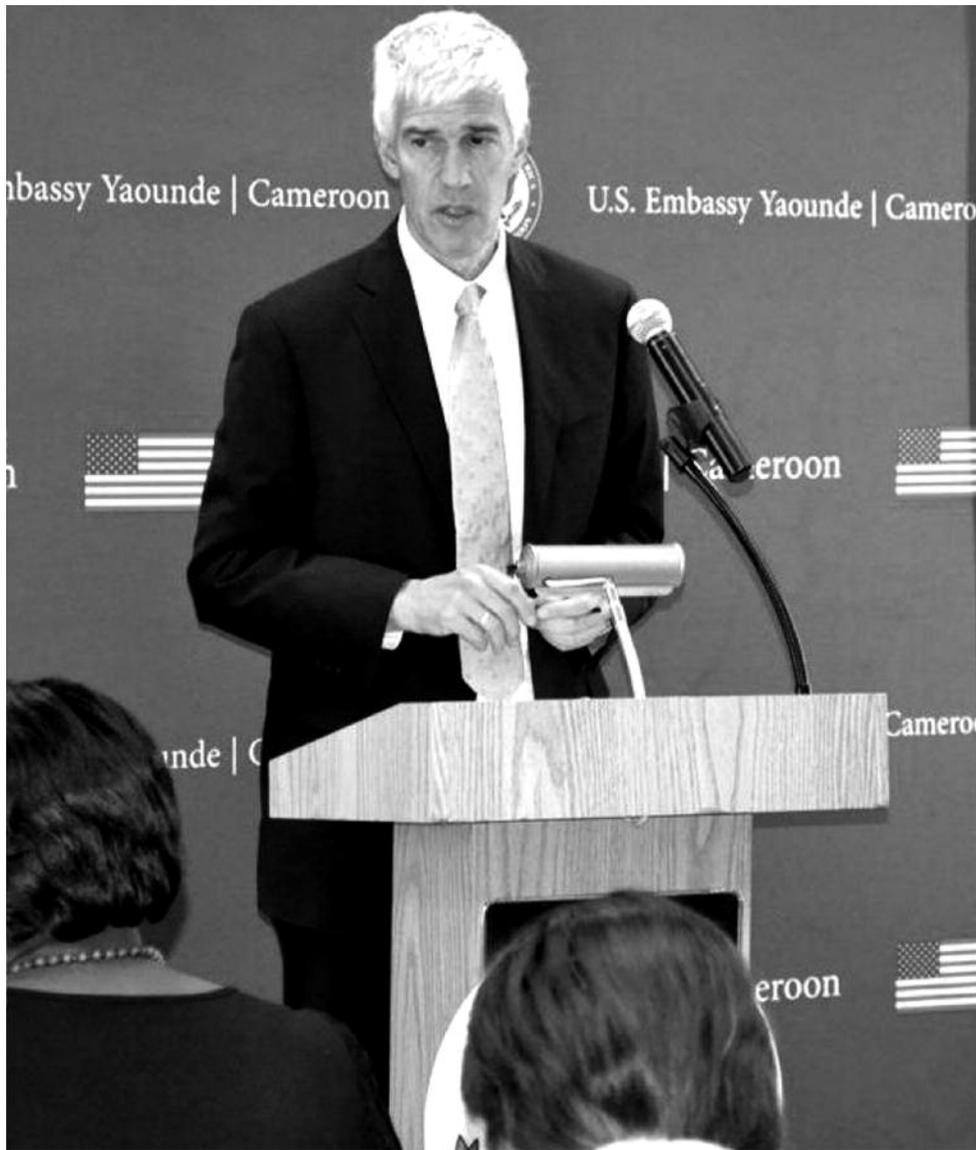
Pp.11-14

Révélations exclusives

Cet homme veut brûler notre pays

A travers une récente chronologie des faits, tout indique que l'ambassadeur américain Peter Henry Barlerin, en mission commandée au Cameroun au compte des groupes de pression divers et des lobbys d'affaires est devenu au fil des jours ce prophète qui, à force de se répandre, tient aujourd'hui mordicus à accomplir ses prévisions de chaos et de désordre social dans notre pays. Les nombreux événements qui se sont produits ces derniers jours, tant dans les régions anglophones et dans certaines villes du Cameroun avec en pointe les diverses provocations de Maurice Kamto et de ses partisans après le scrutin du 7 octobre dernier, l'attestent à suffisance. En voici la démonstration.

Aux naïfs qui voudraient ne sortir de leurs terriers qu'en terrain balisé, la réaction de Tibor Nagy, sous secrétaire de l'Etat américain, donnant la position du gouvernement Trump sur le scrutin du 7 octobre dernier au Cameroun, ne souffre d'aucune ambiguïté sur la qualité des rapports entre le Cameroun et les Etats-Unis. « (...) *En Afrique, les Etats-Unis ne soutiennent pas des candidats, mais les processus électoraux et transparents. Le scrutin au Cameroun a été une réussite et il n'y a aucune raison de penser qu'il ne reflète pas le choix de la population (...)* », estime sans ambages le haut responsable américain. Voilà qui est clair pour témoigner de cette qualité des rapports entre les 2 Etats souverains pour confirmer aux yeux de tous qu'il n'existe pas de zones d'ombre dans les relations entre Yaoundé et Washington. Mais ça suffit aussi à mieux comprendre les ressorts non-dits qui sous-tendent sur un autre plan, le brillant brouillon de griefs formulés contre le gouvernement camerounais, le 6 novembre 2018, par Heather Narrert, le porte-parole du département d'Etat américain, après l'enlèvement des élèves du collège presbytérien de Nkwen. A savoir que ce haut responsable américain, soit a d'autres motivations qui ne sont pas conformes à celles officielles du gouvernement américain, soit est abreuvé par des informations manipulées à dessein à partir de Yaoundé



Peter Henry Barlerin: en mission commandée.

pour d'autres intérêts que ceux du gouvernement américain. Car, plutôt d'humeur guillerette, voici ce que dit sa déclaration : « *Les Etats-Unis condamnent avec la plus grande fermeté l'enlèvement le 5 novembre dernier d'élèves et de membres du personnel de l'école secondaire presbytérienne de Nkwen près de Bamenda. Nous demandons, le retour immédiat et en toute sécurité*

de ces élèves et membres du personnel auprès de leurs familles. Les Etats-Unis expriment leur vive inquiétude face à la crise anglophone, qui se développe dans la région du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun. Nous appelons instamment à l'arrêt immédiat des attaques visant sans distinction les civils et des incendies de maisons par les forces gouvernementales

camerounaises, ainsi que des attaques perpétrées par les séparatistes anglophones contre les forces de sécurité et les civils. L'intimidation systématique fondée sur l'appartenance ethnique et religieuse, y compris à Yaoundé et à Douala, doit cesser. En mémoire du missionnaire américain Charles Wesco et de tous ceux qui ont perdu la vie dans la crise anglophone, nous exhortons toutes les parties à mettre fin aux violences et à entamer un large dialogue de réconciliation sans condition préalable ».

Passé un haut-le-cœur bien légitime en apprenant très étonnés, à travers cette déclaration du porte-parole du département d'Etat américain, qu'à cause de leur « *appartenance ethnique et religieuse* », des Camerounais subissent à Yaoundé et à Douala « *des intimidations systématiques* », la première remarque que nous ferions ici est celle naturellement de stigmatiser avec vigueur ce parti pris flagrant et manifeste qui met ainsi curieusement sur le même pied d'égalité, une armée républicaine d'une nation souveraine et respectueuse du droit international, appelée par ses obligations institutionnelles à défendre l'intégrité territoriale de son pays, et une horde malfaisante de terroristes sécessionnistes sans foi ni loi qui commettent des atrocités sans commune mesure en prenant des populations en otage depuis des années. Malheureusement, motus et bouche cousue sur ces vidéos macabres qui inondent

les réseaux sociaux depuis le début de la semaine dernière et qui véhiculent des scènes de vindicte populaire réservées désormais aux Camerounais francophones dans les rues de Bamenda. Ceci, dans un voyeurisme morbide et insoutenable à travers lequel la caméra s'attarde par exemple sur le cas de ce greffier en chef au Tribunal militaire de Batibo dont le corps meurtri par des coups de gourdins et de machettes est longuement resté étendu sur la chaussée dans l'indifférence générale au milieu d'une foule en extase, qui semblait en redemander, entre nausée et effet de miroir. Et c'est bien cela qui aurait dû inquiéter le porte-parole du département d'Etat américain. D'ailleurs quand il n'y a pas longtemps les éléments des forces de sécurité et de défense ont lâchement été assassinés par ces mêmes terroristes, c'est à peine si on a entendu des borborygmes de ventre ou des gazouillis d'oiseaux provenant des chancelleries européennes basées à Yaoundé. Alors de quoi parle-t-on ?

Cybercriminels

Malheureusement, dans l'ombre doublement obscure de cette déclaration de Heather Narrant apparaît, sous des éclairages d'orage, la main manœuvrière et manipulatrice de Peter Henry Barlerin, l'ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun. C'est lui et non personne d'autre le principal inspirateur de cette petite musique perverse. C'est lui le bras séculier de la mafia de Georges Soros à Yaoundé. Le chargé de missions venu donner le coup fatal au régime de Biya, après les échecs cuisants essuyés dans la stratégie de Boko Haram chargé il y a quelques années de déstabiliser le Cameroun à partir de l'Extrême Nord. C'est lui le stratège en chef qui conçoit ce qui se passe depuis 2016 dans les 2 régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. C'est lui enfin qui arme Maurice Kamto à dresser les Bamiléké contre les Beti pour parfaire la stratégie d'affrontement qui existe aujourd'hui

entre les Anglophones et les Francophones. Déterminé qu'il est à étendre la situation actuelle de chaos dans la zone anglophone à Douala et à Yaoundé.

Voilà pourquoi, prononcer ce nom Peter Henry Barlerin aujourd'hui devant n'importe quel Camerounais dans un salon huppé de Yaoundé, vous obtiendrez au mieux un sourire contrit, plus sûrement un sévère froncement de sourcils. Car derrière ce nom se cache, l'ambassadeur américain le plus ridicule que les Etats-Unis aient déjà eu à accréditer dans la capitale camerounaise. Dans certains milieux de Yaoundé, on va jusqu'à faire même montre de commisération à son endroit, tant il apparaît balourd par son acharnement puéril à vouloir prendre des vessies pour des lanternes. Et d'égrener ses rêves des 6 mois écoulés. Au sortir de l'audience que lui accorde le chef de l'Etat le 17 mai 2018, il s'empresse béatement de demander au président Paul Biya de songer à quitter le pouvoir. Malheureusement les faits vécus en direct au Boulevard du 20 mai viennent tordre d'ailleurs le coup de ses délirantes digressions à travers un raz-de-marée humain sous-tendu par une verve patriotique sonore et colorée aux couleurs nationales qui n'a été avant le scrutin du 7 octobre dernier, qu'un vrai plébiscite avant l'heure.

Cybercriminels

Quand des cybercriminels en mal de sensations fortes excipent avec une frénésie luciférienne des vidéos truquées pour stigmatiser des prétendues exactions de l'armée camerounaise en zone anglophone en crise, il ne rate aucune occasion pour se répandre à hue et à dia en saillies assassines sur cette armée d'un Etat souverain et ami des Etats-Unis. D'ailleurs, en privé dans certaines maisons closes de Bangangté dans la région de l'Ouest où il a acquis des malsains reflexes depuis qu'il est au Cameroun, on y découvre un ambassadeur très peu diplomate, paranoïaque, brusque, au langage souvent ordurier, n'ayant rien avoir avec les



Georges Soros:
le déstabilisateur caché.

us et les mœurs de la diplomatie et des relations internationales modernes. Bref un grossier personnage des antichambres et des messes basses n'ayant rien à voir avec les Etats-Unis, cette grande puissance mondiale dont il est censé être le représentant au Cameroun. Même dans certaines chancelleries, on a commencé à le regarder comme une espèce d'ovni, lui dont les oreilles ne sont tendues que pour écouter sous les lits des chambres closes, des commérages et autres galéjades de gourgandines malfamées. Un ambassadeur insaisissable... ??? On se demande même, quelle foi anime ce personnage encombré d'un long corps, souvent contraint de se courber devant ses interlocuteurs, mais dont il ne faudrait pas prendre la déférence pour de la soumission, qui peut se montrer bonhomme, généreux, mais aussi ingrat, manipulateur, menteur, rancunier, et que les dirigeants camerounais commettent encore l'erreur de sous-estimer.

Accusé d'avoir tenté de financer la candidature unique de l'opposition par des savantes manœuvres de mar-

chandage entre Me Akere Muna et Joshua Oshi pour que ceux-ci, à coup de centaines de millions de Fcfa se mettent docilement derrière Maurice Kamto avant d'affronter le redoutable et redouté candidat du Rdpc, il jure, une bible à la main, de n'avoir eu aucun contact avec les concernés. Pourtant, les dénonciations suffisamment évocatrices et acablantes du député de l'Upc, Bapoh Lipot, en monodivision, témoin oculaire du complot ourdi à l'ambassade des Etats-Unis à Yaoundé, n'ont jamais été démenties par Peter Henry Barlerin. Alors question : d'où lui venaient toutes ces grosses sommes d'argent, tant il devient constant, comme l'a affirmé Tibor Nagy après le scrutin du 7 octobre dernier, que les Etats-Unis ne soutiennent pas les candidats dans une élection présidentielle mais plutôt les processus électoraux ? Il ne pourra jamais répondre à cette question de peur de trahir son deal secret entre Georges Soros et lui. Toutefois, on se souvient qu'en se présentant tout le long de la campagne électorale comme le « leader » des Bamiléké, ce que Maurice

Kamto brandissait à l'époque comme argument massue pour avoir la grosse part du pactole que leur promettait l'Américain, le cours des événements actuels, toujours avec la même frénésie d'être vu comme le leader des Bamiléké, contredit le fief menteur américain aux yeux du monde.

Agenda caché

Pour la petite histoire, voici ce que nous disions à propos dans notre édition du lundi 25 juin 2018. « (...) Quant à Maurice Kamto, apprend-on, il exige un milliard de Fcfa. Il propose par ailleurs que les 700 millions de Fcfa destinés aux syndicats pour les manifestations de rue doivent être gérés par lui. Et pourquoi ? Il se dit qu'en tant qu'ancien membre du gouvernement, il a mieux que les 2 autres, une grande emprise sur les leaders syndicalistes des fonctionnaires. En outre, il ne prétend que les villes cibles arrêtées pour les manifestations de rue sont en majorité occupées par les Bamilékés dont il est originaire. En plus ce sont les Bamilékés qui ont les motos-taxis, les taxis et les cars de transport interurbains. Enfin, qu'il est le plus connu dans les milieux universitaires et la société civile ». Une fois de plus, aux naïfs qui voudraient ne sortir de leurs terriers qu'en terrain balisé, l'histoire ne nous donne-t-elle pas raison aujourd'hui ? De tous les malheureux candidats de la dernière élection présidentielle, qui est celui qui continue inexplicablement à s'agiter ? Qui appelle les Camerounais (sous-entendu les Bamiléké) à descendre dans les rues ? Quel est le candidat dont les partisans se manifestent par la haine et la violence tribale ? La provocation ? Les menaces ? L'intolérance ? Et les injures ? C'est bel et bien Maurice Kamto. L'homme que l'ambassadeur américain Peter Henry Balerin veut imposer par tous les moyens à Etoudi. Le candidat du Mrc le sait. Il le sait d'autant plus qu'un agenda de manifestations de rue a bel et bien été planifié, avant que la date de l'élection présiden-



tielle ne soit rendue publique par le président Paul Biya. Pour mieux cerner les contours de cet agenda caché et ses principaux acteurs, relisons entre les lignes cette récente déclaration du ministre de la Communication, Issa Tchiroma Bakary, au cours du point de presse organisé jeudi dernier.

Autopsie

Voici ce qu'il dit : « Un groupe de terroristes a fait irruption dans la matinée du mardi 30 octobre 2018, vers 10 heures à Bambui, agglomération rurale située à 14 km de Bamenda, dans l'arrondissement de Tubah, département de la Mezam, en vue d'attaquer la zone universitaire et la brigade territoriale de Tubah. Au même moment, le révérend Charles Truman Wesco de nationalité américaine qui passait par-là a reçu une décharge de plombs provenant d'un tir oblique de calibre 12 exécuté par un terroriste embusqué. Plusieurs plombs ont atteint la victime au niveau pariétal de son crâne sous le maxillaire inférieur droit et au niveau de son épaule. Il succombera plus tard de ses blessures. Le ministre délégué à la présidence de la République chargé de la Défense, Joseph Beti Assomo, a publié un communiqué après cet

Manifestation de rue : programmée par Kamto pour échouer.

incident, en indiquant qu'une enquête allait être immédiatement ouverte. Après les premiers éléments de ladite enquête fournis par les officiers de police judiciaire de la légion de gendarmerie du Nord-Ouest, la dépouille a été transférée à l'hôpital général de Yaoundé où une autopsie a été pratiquée en présence de médecins légistes camerounais et un Américain, d'un représentant de l'ambassade des Etats-Unis au Cameroun et du commissaire du gouvernement près le Tribunal militaire de Yaoundé. Au cours de l'autopsie, les plombs extraits de la dépouille ont confirmé que les tirs ayant eu raison du révérend Charles Truman Wesco provenaient bel et bien d'une arme de type calibre 12 utilisée comme on le sait, par les terroristes sécessionnistes opérant dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Les impacts laissés par les plombs occupent effectivement la partie pariétale droite (...) ».

Officines secrètes

« Malgré les évidences qui viennent d'être citées, la nommée Mimi Mefo Takembou, présentée comme journaliste en service dans les médias audiovisuels du groupe Equinoxe a, dans un post daté du 30 octobre

2018 à l'adresse Mim237@Mimimefo237-2j, déclaré péremptoirement que le missionnaire américain a été tué par l'armée camerounaise. Je donne ici l'intégralité de ce post publié en langue anglaise, je la cite : « *Bambili in pictures ! Doors destroyed, houses ransacked, animals killed. It has the picture of a war zone, where civilians are caught by stray bullet targeted killings. A missionary has died today after he was shot by soldiers (...)* ». La lecture de cette déclaration du ministre de la Communication dessille les yeux sur un certain nombre de faits pour mettre en relief le rôle prépondérant de certains acteurs de l'agenda caché de l'ambassadeur américain et de Maurice Kamto. Surtout le rôle de certains journalistes triés au volet pour la sale besogne. Comme Mimi Mefo Takombo. Ce n'est donc pas le fait du hasard si c'est cette jeune consœur qui répand à travers son post certaines contre-vérités décrites aujourd'hui par le gouvernement camerounais, après l'enlèvement des élèves de Nkwen. Cela est suffisant pour comprendre exactement les ressorts qui sous-tendent toute cette agitation observée dans les milieux de la presse depuis l'interpellation de cette jour-



naliste du groupe Equinoxe. C'est tout simplement la preuve palpable de ce calendrier caché élaboré dans les officines secrètes de l'ambassadeur américain et Maurice Kamto. Pour dire que tout ce qui se passe en ce moment répond aux articulations et au timing de cet agenda caché. Même l'entrée en scène de certains journalistes chargés de distiller des informations erronées pour pousser le gouvernement camerounais à la faute en se faisant interpellé. Question de démontrer le retour de la dictature et l'atteinte à la liberté de la presse afin de donner des arguments faciles aux Ong comme le Human Rights Watch, chargées de diaboliser le régime de Paul Biya dans l'opinion internationale. Davantage, on le comprend aussi. Peter Henry Barlerin est un diplomate accrédité à Yaoundé pour l'Etat américain, mais secrètement enrôlé par les puissants réseaux financiers qui ont en projet de faire main basse sur nos ressources minières. Au premier rang de ceux-ci, celui de Georges Soros. Profusément étreint donc par ce souci de gratitude envers ces puissants réseaux de Soros, Peter Henry Barlerin, l'ambassadeur américain au Cameroun fait donc feu de tout bois aujourd'hui pour

mettre le Cameroun à feu et à sang. Ceci, avec la complicité active de ces journalistes triés au volet, des avocats et même des hommes de Dieu comme Mgr Samuel Kleda. On peut donc imaginer cette ambiance de business qui a prévalu à l'ambassade des Etats-Unis à Yaoundé tout au long de la récente élection présidentielle... Comme on l'a toujours dit. La stratégie des conspirateurs, conscients de ne pouvoir battre le candidat du Rdp par les urnes, est de provoquer le chaos à travers les manifestations de rues. Et de pousser la communauté internationale à intervenir au Cameroun en chassant Paul Biya du pouvoir. Et dans cette stratégie, parmi les Ong qui se tiennent en embuscade à l'instar d'Amnesty international de l'Indien Salil Shetty, de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (Fidh) de l'Iranien Karim Lahidji et de l'International Crisis Group (Icg) de la Canadienne Louise Arbour, il y a Human Rights Watch (Hrw), la plus puissante de la planète. Cette Ong pèse de tout son poids sur les décisions des Nations Unies. Voilà pourquoi elle a été choisie à dessein par Georges Soros pour le cas du Cameroun, devenu un vrai casse-tête

*ça sent une
histoire
d'argent.*

chinois pour les comploteurs. Basée au Etats-Unis et financée par le multimilliardaire Georges Soros, originaire de Hongrie émigré au Royaume-Uni, puis aux Etats-Unis après la seconde guerre mondiale, Hrw est aussi l'une des Ong des droits de l'Homme les mieux dotées financièrement.

Des millions de dollars

Pour la petite histoire, Kenneth Roth, son patron, frappe pour la première fois à la porte de Georges Soros en 2010. Ce dernier lui donne un cheque de 10 millions de dollars. « *Je veux vous en donner 100 millions en dix ans* », confie-t-il au patron de Hrw. Depuis lors, les responsables de cette puissante Ong désormais sous la coupe de Georges Soros, ont leurs entrées à la Maison Blanche (Usa), au 10, Downing Street (England) et à l'Elysée (France). Et les rapports de ses enquêteurs influencent les prises de décision des membres du Conseil de sécurité des Nations Unies. Scrutés à la loupe par les décideurs de la planète, ces rapports de Hrw servent de toile de fond aux négociations internationales. Créée en 1978, cette Ong compte aujourd'hui plus de 360 en-

quêteurs présents dans 90 pays. Ceux-ci sont appuyés par des comités de soutien locaux qui ont en leur sein des journalistes, procureurs, des ténors du barreau, des diplomates et même des artistes. Vous comprenez donc pourquoi Maurice Kamto se présente devant le Conseil constitutionnel avec une pléiade d'avocats. Vous comprenez aussi les Valsero et autres sont intéressés : le fric de Georges Soros attirent tout le monde comme les mouches sur une viande faisandée...

A la tête de Hrw depuis 1993, l'Américain Kenneth Roth en a fait une véritable armée équipée pour les croisades. Ces enquêteurs entrent la plupart du temps sur le territoire d'un pays comme le Cameroun avec un visa de tourisme pour ne pas éveiller le moindre soupçon. Ce qui leur permet à l'aide d'assistants locaux, d'accéder rapidement aux lieux les plus inaccessibles afin de recueillir les informations utiles pour leurs rapports. Il convient donc de conclure qu'après Boko Haram à l'Extrême-Nord et la crise anglophone dans les 2 régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les puissants réseaux de Georges Soros tentent le tout pour le tout aujourd'hui par cette instrumentalisation de Maurice Kamto, choisi à dessein à l'occasion de cette présidentielle 2018 pour devenir le petit jouet malfaisant. Ce n'est pas pour rien que le président du Mrc fait tout, au point de paraître ridicule, pour susciter des manifestations de rue. En étant persuadé que le relais, après une bavure policière, serait bruyamment assuré comme on vient de le voir après l'arrestation de Mimi Mefo Takembou, par Human Rights Watch qui a ses caméras et ses projecteurs braqués sur le Cameroun. Voilà pourquoi de son côté aussi, le complice de Maurice Kamto, Peter Henry Barlerin, l'ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun, bien que le président Paul Biya soit déjà élu, s'entête carrément à sortir du jeu politique, comme on l'aurait souhaité à Etoudi pour aider le nouveau président élu à développer le Cameroun.

Jacques Blaise Mvié

Mimi Mefo Takembou

Cette dame est dangereuse

Loin des clichés déformants que certaines associations et autres acteurs de la société civile instillent ubuesquement dans l'opinion publique, Mimi Mefo Takembou, la journaliste d'Equinoxe télévision est très loin d'être une femme de cœur. Ses accointances avec les terroristes sécessionnistes semblent de plus en plus avérées. Traduite devant le tribunal militaire de Douala, le chef de l'Etat a personnellement décidé de l'arrêt des poursuites après son incarcération. Ce qui ne veut pour autant pas dire qu'elle est innocente. Elle devrait tout simplement s'assagir.

Le moins que l'on puisse pour l'instant c'est que Mimi Mefo Takembou bien que mise en liberté le week-end dernier et d'autres journalistes identifiés sont suivis depuis des mois par les services spéciaux camerounais. A la lumière de quelques informations persistantes, indiquent des sources sécuritaires, il était question d'établir effectivement le lien entre les activités des terroristes sécessionnistes anglophones et certains hommes de médias camerounais. Et c'est dans la foulée, apprend-on de nos sources, que Mimi Mefo Takembou a été identifiée comme étant un relais important des entrepreneurs de la terreur et de la violence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Bien que moins visibles, les relations entre la journaliste d'Equinoxe télévision et l'égérie du terrorisme Eric Tataw, sont en effet plausibles. Au point où pour certains observateurs, Mimi Mefo Takembou et Eric Tataw représentent la même personne. Il suffit pour cela, indiquent nos sources, de consulter les foras des Ambazozo pour se rendre à cette évidence. Sur le post de la journaliste de Equinoxe télévision, renseignent nos sources, ce message de Eric Tataw a été piqué. « *Remerciement spécial à nos hommes qui sont sur le terrain, pour le travail bien fait. Puisque l'Amérique choisit de fermer les yeux sur l'exécution de nos frères, sœurs, pères et mères, nous les descendrons les uns après les autres afin que les instances internationales se penchent sur cette lutte. Descendez tout étranger présent sur notre territoire. Ne faites pas de quartier* », peut-on lire. Des propos qui devraient plutôt assagir Peter Henry Barlerin, l'ambassadeur des Usa au Cameroun dont les notes adressées à ses patrons de Washington s'avèrent tron-



quées. D'ailleurs évoquent nos sources, dans le cadre des actes de violence perpétrés c'est de justesse qu'une crise diplomatique avait été évitée à la suite de l'enlèvement des Tunisiens dans la région du Sud-Ouest. L'on se souvient que c'est le 15 mars 2018 que des milices de l'Etat fantoche d'Ambazonie enlèvent 2 ingénieurs tunisiens et 2 de leurs collègues locaux travaillant pour le bitumage de la route Kumba-Issanguele. Une situation préoccupante pour les autorités de Yaoundé. Toujours est-il que les responsables de la société tunisiennes Souroubat Btp vont réussir à établir des contacts avec les ravisseurs. Ils consentent alors à payer les 60 millions de francs Fcfa exigés par les ravisseurs pour les 24 heures sous peine de voir les otages exécutés. Seulement, indiquent nos sources, le gouvernement camerounais s'interpose et met en place une opération spéciale au cours de laquelle 4 ravisseurs sont neutralisés et 3 des otages libérés. Se sentant harcelés, les terroristes sécessionnistes exécutent froidement l'un des Tunisiens

dénoté Khaled Tinsa et ce, avant l'arrivée de nos soldats. Curieusement, le même soir, Mimi Mefo Takembou va commettre une série d'articles incriminant sans commune mesure l'armée camerounaise dans la mort de l'ingénieur. Selon elle et d'après les informations qu'elle prétendait détenir, c'est l'armée camerounaise qui avait ouvert le feu sans distinguer sur les otages des ravisseurs. Elle entreprit dans la foulée à l'image des terroristes sur la toile, d'interpeller les autorités tunisiennes afin qu'elles « *sachent ce qui s'est réellement passée*. » Assez curieux tout de même.

Une chose devient aujourd'hui évidente. Les sécessionnistes terroristes avaient planifié à fragiliser le Cameroun sur le plan diplomatique. Concernant encore Mimi Mefo Takembou, ses liens entre les terroristes sécessionnistes anglophones sont encore établis quand on découvre certains de ses posts où on peut lire ces messages véhiculés par les sécessionnistes : « *que pouvez-vous apprendre de plus de capo Daniel, Asu Lucas, Verra, Tapang, et au-*

tres si ce n'est des propos au sujet des GI. Si pareille pression était exercée sur Ayaba du temps où il arborait la barbe, nous ne serions pas ici aujourd'hui. Laissez le GI en paix ! A Chris Bongham, le style. Les gars l'ont dit clairement : le GI leur a donné des financements, par le truchement de Chris, lequel n'acheminait lesdites sommes qu'à un groupe. » Et le même post d'indiquer : « *Que le GI s'arrange avec Chris, et que la commune de Boyo résolve la situation sur le terrain. Ne compliquez pas davantage les choses (...) Pourquoi cherchez-vous toujours à sauter sur la moindre occasion pour réagir ? Dans le même ordre d'idée, Sisuku, qui fut votre pire ennemi, devint votre président une fois en prison. Si vous voulez la paix, faites attention où vous mettez les pieds et à vos interlocuteurs. »* Alors question : devrait-on tout permettre au nom de la liberté de d'expression ? En d'autres termes, les journalistes sont-ils au dessus des lois ? Pour nos observateurs, les dégâts causés par les dérives des réseaux sociaux où semblent s'abreuver notre consœur de Equinoxe télévision s'accroissent de jour en jour. Beaucoup de pays même les plus développés ne sont pas indifférents par rapport à ce constat. Et la preuve ? Selon une dépêche de l'Agence France Presse de jeudi dernier, un journaliste américain, Barrett Brown, a été condamné à 63 mois (5 ans) de prison à Dallas, aux Etats-Unis. Il devra également s'acquitter du paiement de 890 000 dollars (plus de 400 millions de Fcfa). Il est accusé d'avoir partagé en 2011 sur internet, les mêmes contenus que Wikileaks mettant en cause les activités de Stratfor, une entreprise privée œuvrant dans le renseignement. Nous sommes bien au pays de Peter Henry Barlerin, l'ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun.

Boris Armelle Mbock

Crise post-électorale

Les Kamto et le génocide artistique

Les activistes du Code, conjoints du Mrc viennent de lancer un mouvement de boycott des artistes ayant soutenu la candidature du président de la République, Paul Biya. Aussi sérieux que cela puisse paraître, le phénomène ne manque pas de ramener au goût du jour la misère qui meuble le quotidien des créateurs des œuvres d'esprit.



Le concert de KTino initialement prévu à Paris est annulé ; le concert de Grace Decca annulé ; le concert de Coco argentée annulé » ...

.. Ce sont là quelques titrailleries sur les réseaux sociaux suite à un mouvement de boycott des artistes ayant presté en faveur du candidat Biya Paul lors de la campagne électorale 2018. Curieux, curieux, direz-vous ! Que non ! Ils sont vraiment déterminés. Mais qui sont-ils ces terroristes d'un autre genre ?

Le 2 novembre passé, la bande à Brice Ntcheu signe un communiqué dont un extrait révèle au monde le projet satanique qu'elle nourrit depuis quelque temps. « *Tenant compte de la liste des artistes camerounais ayant ouvertement soutenu la campagne du parti dictatorial en place, nous avons le regret de vous annoncer que l'artiste musicien Ben Decca dont la prestation fut constatée au stade Cicam à Douala pour le compte du parti au pouvoir et que vous avez convié à votre événement du 2 novembre 2018 à l'espace Noisy-le-Sec (12-14 Rue de la pointe), fait partie de cette liste noire. Par conséquent, il est interdit de prestation dans la diaspora jusqu'à nouvel ordre* ». Le ton, comme on peut le noter d'emblée est d'une violence sans pareille et ne semble pas laisser une place au dialogue ou simplement à la paix. Et puis, allez donc savoir ce qu'ils entendent par « *prestation dans la diaspora* » pour véritablement comprendre que ces agitateurs se sont désormais appropriés un espace où ils agissent en toute liberté et libertinage. On a d'ailleurs lu un post de Brice Ntcheu parlant de la préparation de

10 000 œufs pourris destinés à frapper le président Paul Biya sur la place parisienne avant la fin du mois de novembre 2018. A plusieurs d'entre eux, lorsque vous posez la question de savoir s'ils sont allés voter, ils répondent par la négative. Comment comptaient-ils donc faire partir celui qu'ils détestent tant ? Par la rue, certainement. Le plus curieux dans toute cette histoire, c'est l'attachement naturel à Maurice Kamto que révèle le comportement génocidaire de ces sbires de la diaspora. Certains n'ont même pas lu sa profession de foi ou projet de société aux fins de savoir ce qu'il apporte de nouveau ; leur seul problème c'est de voir Biya partir, même s'il doit être remplacé un Orang-outang. Et, le leader du Mrc ne semble pas se désolidariser des actes que posent ses affidés du Code au point où on dirait d'ailleurs que son silence en dit long sur la complicité qui existe entre eux. Les agitateurs d'un côté disent ne pas être téléguidés par Maurice Kamto, mais font l'apologie de tout ce qu'il fait et qu'ils ont mis sous le nom de résistance. C'est à la fin de leur film à peine réalisé qu'on comprend qu'ils font partie du même clan qui n'a pas préparé l'élection, il a plutôt préparé le contentieux post-électoral. Joshua Osih ou Cabral Libii Li Ngué aurait gagné cette élection qu'on serait toujours dans la contestation des militants proches ou lointains du Mrc, car, ils avaient déjà fait dessin de leur futur « *président de facebook* » à Etoudi. On était donc dans la logique de « *Kamto ou rien* ». Une véritable dictature qui s'est finalement abattue sur les chanteurs et les comédiens camerounais.

Le zèle de ces désœuvrés leur donne des galons et leurs agissements ne connaissent plus aucune limite pour ce qui est de l'infranchissable. Voilà pourquoi les pauvres artistes dont le seul péché est d'avoir presté, sont frappés d'interdiction dans l'espace où ces « *chiens méchants* » qui viennent de doter d'une nouvelle dénomination, à savoir Bas (Brigade Antisardinards), règnent en maîtres.

Génocide artistique

Il est bon, pour la bonne gouvernance de nos lecteurs, que les choses soient claires. Les artistes sont dans le domaine communément appelé « *Événementiel* » ce que l'on range dans la catégorie des prestataires. Dans la catégorie, on peut citer également le service traiteur, les décorateurs, les communicateurs, les journalistes, les cameramen, les photographes, la sécurité, l'hygiène et bien d'autres intervenants. Cette catégorie n'est pas à confondre avec le comité d'organisation qui, lui, paie les services des prestataires pour le besoin de son événement. En français facile, les artistes n'ont rien organisé ; ils ont été appelés à prester moyennant un cachet. Certains n'ont même jamais rencontré Paul Biya pour lequel ils sont accusés de soutien. Ils n'ont fait que ce qu'ils savent faire au quotidien : monter sur un podium et faire montre du talent que le créateur suprême leur a octroyé. Cette diaspora qui se veut désormais criminel des artistes s'est trouvé un nouveau boulot, celui de surveiller les annonces des concerts des artistes camerounais dans l'espace Europe et Amérique pour les faire échouer. Grace Decca, Coco

Argentée, Katino, Afo Akom, Gislain Dimami, Ama Pierrot, Jean Pierre Essome, Majoie Ayi, Kaiser Show, Moustik Le Charismatique, Mani Bella, Jackson Paténgué, Roméo Dika et bien d'autres sont désormais frappés d'interdiction de prester dans l'espace suscité. Et, pour mettre à exécution leur plan démoniaque, ces chiens errants envoient constamment des menaces aux organisateurs des concerts tels qu'Armand Nlend aux fins de créer des incidents au cas où l'un des mécènes s'entêterait à tenir son événement. D'autres ont appelé Claudy Siar, le présentateur vedette de l'émission Couleurs tropicales de Rfi pour qu'il arrête de faire la promotion des artistes ayant soutenu Paul Biya, mais l'animateur leur a opposé un nœud catégorique. Des informations en notre disposition font état d'une baisse drastique des revenus de ces organisateurs qui ne savent plus où donner de la tête et il n'est pas exclu qu'ils changent de couloirs et se mettent à investir dans d'autres domaines. Bien évidemment ceux en pâtissent ce sont les artistes. Finalement pris entre 2 feux, à savoir celui de l'absence des opportunités de prestation au Cameroun et l'interdiction de prester désormais en Europe et en Amérique, les artistes sont désormais sacrifiés par les différentes conjonctures. La majorité est abandonnée à elle-même, dans la misère totale. C'est un véritable génocide. Le septennat en cours devra en tant que celui des grandes opportunités se devra d'explorer le champ artistico-culturel pour ouvrir des horizons nouveaux aux créateurs d'œuvres d'esprit qui sont en divagation.

Conrad Atangana

Maurice Kamto

Ecce homo

Le plan de Maurice Kamto est de parvenir à susciter une intervention militaire étrangère sur notre territoire, donc de remporter par la force ce que le peuple camerounais lui a refusé dans les urnes. Voilà pourquoi il multiplie des actes de provocation vis-à-vis du pouvoir et des forces de maintien de l'ordre, pour en arriver à une confrontation tant souhaitée par ses alliés tapis dans le noir et qui ne peuvent sauter sur le pays sans prétexte. Et celui qu'il cherche à leur offrir est celui de « la protection de la démocratie » et de « la défense des droits de l'homme », prétendument. Non recevable.

Le Pr. Maurice Kamto est-il devenu fou ? Pas encore. Mais apparemment, l'on en est pas si éloigné. Compte tenu de ses dérives verbales et de certains de ses actes insensés. Tenez, par exemple, il a laissé un journal de la place le présenter comme le héros de Bakassi, quoique connaissant lui-même la vérité des faits. Au point où ses adulateurs claironnent ici et là : « *Kamto a arraché Bakassi à l'envahisseur nigérian* ». En plus, ils l'aident à s'égarer plus en prétendant que « *le Mrc dont Maurice Kamto est le président, est le parti des savants* ». Il en est même qui vont plus loin et allèguent que l'on ne veut pas de Kamto « *parce qu'on est jaloux de lui* ». Ouououf !!! Faut-il réagir à ces calembredaines. Leur conséquence déplorable étant de divertir la question dont l'enjeu porte sur l'acceptation des résultats tels que proclamés par le Conseil constitutionnel. Icelui en a vanté les mérites quelques années plus tôt, quand les « *dogmes* » de ladite institution satisfaisaient ses ambitions. Tout comme il a exalté le doigté, la sagacité et la justesse des vues de son adversaire politique d'aujourd'hui, au sortir du conflit de Bakassi. Ne l'a-t-on pas entendu dans les antennes nationales ! Alors, n'exagérons rien. Notre parution de la semaine dernière a fait une petite mise au point pour éclairer l'opinion à ce sujet.

Le Pr. Maurice Kamto, tout avocat, professeur d'université qu'il est n'est pas un « *deus ex machina* ». Il n'est ni le seul homme instruit, ni l'homme le plus instruit de la République. A Bakassi, il ne lui est revenu ni de broser la vision, ni de définir la stratégie. Il a joué son rôle : un rôle de porteur d'eau dont il s'est assurément acquitté avec dévouement et compétence. Un peu comme le plébéien nietzschéen qui ne lève



pas le regard vers l'azur mais planche assidument sur l'exécution de ses tâches domestiques. Dommage que l'on doive suivre ce grand esprit avec des arguments « *ad hominem* ». Nous voudrions bien élever le débat mais qu'il nous en donne les moyens. Massachussetts ne produit pas d'agréable, la Harvard, le Mit non plus. Leurs produits sont-ils de moins bonne qualité. Il faut donc chercher ailleurs les causes profondes compossibles de cette agitation de surface dans laquelle nous embarque le mauvais perdant de l'élection présidentielle du 7 octobre dernier. Elles reposent sur ce que Francis Fukuyama, dans la fin de l'histoire et le dernier homme nommait « *la thymotique* », néologisme créé sur la base d'un autre mot grec. Par ce concept nouveau, il désignait cet instinct lointain, blotti au fond de notre « *ego* » et qui pousse le sujet soit à la survalorisation de soi, soit à la trop grande estime de soi. Voulez-vous un dessin ? Imaginez un athlète qui, pour avoir séjourné outre-mer exige de ne rentrer dans les rangs que s'il est titulaire à son poste, jamais comme le remplaçant d'un athlète du terroir.

Vous en connaissez un certainement. Un athlète, qui pour avoir remporté des médailles juge que la seule fonction qui lui convienne désormais au pays est celle de ministre des Sports. D'aucuns qui, pour avoir étudié en Occident sont à l'étroit dans des fonctions ordinaires. Ils méritent, pensent-ils, seulement la fonction présidentielle. Car ils ne respireraient plus le même air que le commun des mortels. Vous en connaissez un qui prétende que c'est avec lui que la terre a commencé à effectuer des rotations ou des révolutions ? Peut-être connaissons-nous le même homme.

Intervention militaire

Qu'à cela ne tienne, Maurice Kamto a de la suite dans les idées. Connaissant le degré d'implantation du Rdpc pour y avoir milité autrefois, et qui portait la candidature de Paul Biya, Kamto savait ne pas pouvoir renverser la donne en sa propre faveur. Conscient des insuffisances de sa préparation pour cette compétition de grande envergure, il a entrepris d'organiser des meetings populistes aux fins d'attirer l'attention sur lui, en vue d'y fonder ses revendications post-électorales. Ses confrères juristes tiendraient volontiers aujourd'hui ces meetings pour des « *actes préparatoires* ». Un mirage dans un virage. Car le terrain électoral était quadrillé depuis fort longtemps. « *Trop tard, Dossou* », disait une lecture de l'école primaire, dans Mamadou et Bineta lisent et écrivent couramment. Ensuite, il donne dans la provocation au lendemain du scrutin. Toujours dans le but de créer de l'agitation sociale. Puis il est par devant le Conseil constitutionnel qu'il somme de se déclarer incompetent pour connaître du contentieux électoral, dont il avait néanmoins reconnu la compétence et la neutralité, en amont, au moment où ce dernier recevait

sa candidature. Beaucoup d'amalgames visant à semer le trouble et l'inquiétude dans la conscience collective. A la fin de l'audience, il sort de la salle en faisant grand bruit au milieu de ses troubadours - pour donner le change. Il remet ça le jour de la prestation de serment par le président élu. Le voilà dansotant au quartier Nlongkak de Yaoundé, loin des yeux et loin du cœur de ceux qu'ils voulaient récuser. Et la grand-messe s'est dite sans lui.

C'est à ce moment-là que le cas de Kamto aurait pu appeler quelques inquiétudes comme dans les signes avant-coureurs de la démence. Représentez-vous un homme qui va danser - peut-être nu-derrrière les cases, quand toute la grande famille est assemblée sur l'esplanade publique du village ! Mais rassurez-vous, il n'en est rien. Le gars sait très bien où il va. Ce Kamto cherche un affrontement avec la force publique pour arguer de brutalité et en appeler à l'intervention militaire de pays étrangers sur notre territoire, avec qui il avait déjà ourdi le complot de sang des Camerounais, avant même la convocation du corps électoral. Un député de la Nation déclare avoir été convié à une réunion se tenant dans une représentation diplomatique et dont le seul point à l'ordre du jour était un appel à l'intervention militaire de ce pays pourtant démocratique pour chasser du pouvoir Monsieur Biya. Mais ce faisant, les responsables des partis politiques concernés se sont arrêtés à cet axiome. Voici donc l'homme, le savant, le devin, le mégalomane aussi et surtout, qui veut gouverner le Cameroun. Dans le sang. Sur les corps de ses compatriotes. Quand il aura fini de nous écraser tous, il gouvernera le collège de ses avocats. C'est-à-dire une vingtaine de personnes au maximum.

Balla Philippe-Fernand
(Un citoyen parmi les autres)

6 novembre 2018

Rdpc Ndé Nord

6 novembre sur fond de fête populaire

C'est le constat fait par de nombreux observateurs à Bangangté le 6 novembre 2018 dernier à l'occasion de l'investiture du président élu à la dernière élection présidentielle Paul Biya.

C'est une journée particulièrement mouvementée que la ville de Bangangté a vécue le 6 novembre 2018 dernier notamment chez les militants et sympathisants du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) qui malgré le triomphe modeste ont tenu à célébrer la victoire de leur champion à la dernière élection présidentielle du 7 octobre 2018. D'ailleurs, il y avait des raisons de faire la fête en ce jour. Une double fête même car en ce jour, le président élu, Paul Biya prêtait serment pour un nouveau bail à la tête de l'Etat. Mais aussi célébrait le 36ème anniversaire de son accession à la magistrature suprême. Et pour cette seule occasion de la prestation de serment, tous les regards étaient braqués sur Yaoundé où le Palais des verres de Ngoa Ekellé accueillait l'évènement. Et pour



ne pas perdre une seule image de cet évènement historique, un grand écran a été positionné à la place des fêtes de Bangangté autour duquel se sont massées les militants et autres sympathisants du parti de la flamme brandissant des branches de l'arbre de la

paix. Un message fort sans doute adressé aux sécessionnistes qui sèment la terreur dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. D'ailleurs, certains de ces militants du Rdpc n'ont pas manqué de fustiger les appels au soulèvement lancés par le candidat mauvais perdant Maurice Kamto. Un message qui n'a aucune chance de trouver écho favorable dans la circonscription du Ndé, la meilleure dans l'Ouest du Cameroun à avoir clairement plébiscité le candidat Paul Biya avec 72,53%. Singulièrement dans le Ndé Nord où en maître des céans, le ministre de l'Habitat et du Développement urbain, Jean Claude Mbwentchou aura pesé de tout son poids pour la victoire finale. Même si certains zélés veulent en tirer aujourd'hui des bénéfices personnels à travers une agitation puérile qui cache mal leur ambition démesurée.

Charles Nwé

Présidentielle 2018

Le dossier est clos

C'est la substance de ce message du président de l'Offre Orange, expert électoral international, Hilaire Kamga, aux Camerounais. Lisez plutôt.

Chers citoyens. Je ne souhaite pas que l'on serve des hérésies juridiques aux citoyens dans le groupe Orange. En ma qualité d'expert électoral international, je puis vous indiquer ceci : 1- aucun recomptage possible des voix n'aura lieu au Cameroun ; 2- le Cameroun est bel et bien Etat partie à la Cadeg, mais hélas les mécanismes de la mise en œuvre ne permettent aucunement d'induire un recomptage de vote dans un pays dès l'instant où s'étant conformé ex-ante aux institutions nationales et à leur rendu, la saisine des instances de l'Ua ne pourra plus se faire qu'à travers les 2 mé-

canismes juridiques offerts au niveau africain. Il s'agit notamment de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples, ou la Cour africaine des Dhp. Or pour ce dernier, un citoyen camerounais ne peut encore le saisir car le Cameroun n'a toujours pas signé la déclaration prévue à l'article 34 ; 3- Pour la saisine de la Commission au motif de violation des dispositions pertinentes de la Cadeg, cela ne pourra jamais entraîner un recomptage des voix ; 5- Maintenant la mise en action du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine est déterminé par d'autres éléments ne pouvant pas être réu-

nis dans le cas du Cameroun, où les acteurs n'ont même pas été capables de créer une vraie crise électorale susceptible de menacer la paix et la sécurité. Il faudrait sur cette question se référer à la déclaration de mission d'observation de l'Union africaine qui forcément est un indicateur déterminant pour une décision politique de cette haute instance africaine ; 6- Aussi je souhaite que les révolutionnaires ne soient pas distraits par toutes ces déclarations plus destinées à l'animation populaire qu'à faire avancer la lutte pour la libération. Dr Hilaire Kamga

***Le surtitre et le titre sont de la rédaction.**

Des anciens ministres en spectacle à Etoudi

Ils ont pour la plupart choisi des petits raccourcis pour obtenir un billet d'invitation et se faire voir au palais d'Etoudi.

Les anciens ministres de la République ont ceci de particulier qu'une fois sortis du gouvernement, certains ne loupent aucune occasion pour taper à l'œil du président de la République. D'ailleurs au niveau des corps constitués, on a de la peine à les classer. Y a-t-il un statut d'ancien ministre dans les corps constitués de la République ? Difficile à dire. Aussi ces anciens ministres et autres anciens directeurs généraux des sociétés publiques et parapubliques trouvent l'ingénieuse astuce de se glisser dans la délégation des membres du Comité central du Rdpc pour serrer la main du chef de l'Etat dans l'espoir que ce dernier se souvienne encore d'eux pour un éventuel retour aux affaires. Le 6 novembre dernier, le même manège s'est répété. Jean baptiste Bokam a été le plus en vue avec ses interminables apartés avec Samuel Eto'o Fils. L'ancien secrétaire d'Etat à Défense en charge de la Gendarmerie est celui qui a réussi à glisser un mot à l'oreille du président Biya et qui est parvenu à se tenir devant lui pendant plus d'une minute, nonobstant les rigueurs du protocole d'Etat. Un exploit que ne réussirent pas au même degré Robert Nkili ou encore Edgard Alain Mebe Ngo'o et Bernard Messengue Avom, tous anciens ministres qui ont de la peine à digérer leurs sorties du gouvernement. Paul Biya les a donc vus le 6 novembre dernier. Est-ce suffisant pour leur assurer un retour aux affaires ? Just wait and see !

C.N.

Cnpbm

Des diplomates allemands et belges chez Musongé

Le président de la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme (Cnpbm), Peter Mafany Musongé, a reçu en audience, les 7 et 8 novembre dernier, 2 délégations de diplomates allemands et belges, conduites respectivement par le directeur des affaires africaines au ministère des Affaires étrangères d'Allemagne et du Belge Jozef Smets, directeur Afrique des Affaires bilatérales du Spf Affaires étrangères du Royaume de Belgique.

Coup double la semaine dernière pour la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme (Cnpbm). Son président Peter Mafany Musongé, accompagné de son vice-président, Oumarou Djika, et de son secrétaire général, Dr Cornelius Chi Asafor, a reçu en audience le 7 et le 8 novembre dernier, 2 délégations des diplomates allemands et belges, conduits respectivement par l'Allemand Robert Dolger, et du Belge Jozef Smets, directeur Afrique à la Direction générale du Spf Affaires étrangères du Royaume de Belgique. Pour le directeur des affaires africaines au ministère allemand des Affaires étrangères, cette visite s'inscrit dans le cadre des relations bilatérales qu'entretiennent le Cameroun et la République



d'Allemagne, sans oublier la question sur la situation qui prévaut dans le Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays. « J'aimerais remercier le président de nous avoir accueilli ce matin. Nous avons pu aborder nos relations bilatérales, mais aussi la question de la

Peter Mafany Musongé et ses hôtes de marque.

région anglophone, ici au Cameroun. Nous avons pu échanger sur le sujet en longueur et je remarque la volonté de la Commission dans ce dossier. Et Nous avons offert des possibilités de soutien par notre gouvernement », a déclaré l'émissaire allemand au sortir de l'audience. Quant à l'envoyé spécial du Royaume de Belgique, le Cameroun est d'abord un partenaire très important pour la Belgique, mais la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme était une priorité sur la liste des institutions à visiter au Cameroun. Selon le diplomate belge, « tout d'abord parce nous estimons que dans un contexte particulier, elle a un rôle très important à jouer, comme cela a été dit par Monsieur le président de la République, dans son discours inaugural il y a

quelques jours, et qui a mentionné cette commission. Et deuxièmement parce que la Belgique a des aspects similaires. Nous avons trois langues officielles. Nous avons créé un cadre très sophistiqué qui permet à chacun de se reconnaître dans sa langue et son identité. Nous pensons que le Cameroun est en train de s'acheminer également dans cette direction », a-t-il rassuré. Après avoir souhaité que la paix revienne dans les régions anglophones, le diplomate belge n'a pas manqué de préciser à cet effet que toute l'attention doit plutôt aller vers le développement, l'éducation, l'économie, avec les partenaires de la communauté internationale, surtout des pays européens qui sont représentés au Cameroun.

M. M. (Stagiaire)

Barrage de Nachtigal

Près de 790 milliards de Fcfa mobilisés

C'est le montant validé lors d'un accord de partenariat public-privé signée le 8 novembre dernier, à Paris, d'une part entre l'Etat du Camerounais, représenté par le ministre des Finances, Louis Paul Motaze, et le ministre de l'Eau et de l'Energie, Gaston Eloundou Essomba, et la société Electricité de France International (Edfi), et d'autre part la Société financière internationale (Sfi) du Groupe de la Banque mondiale, pour le financement des travaux du barrage hydro-électrique de Nachtigal de 420 mégawatts.

Le ministre des Finances, Louis Paul Motaze et celui de l'Eau et de l'Energie, Gaston Eloundou Essomba, ont signé, le 8 novembre dernier à Paris, un accord de développement en commun, intervenant dans le cadre du partenariat public-privé, conclu d'une part avec la société Electricité de France International (Edfi), et d'autre part avec la Société financière internationale (Sfi) du Groupe de la Banque mondiale, dans le ca-

dre du financement des travaux de construction du barrage hydro-électrique de 420 mégawatts, sur Nachtigal-amont. Près de 490 milliards de Fcfa ont été validés pour le montant destiné à cet investissement qui devra employer plus de 1700 cadres et salariés camerounais. Une unité du Bataillon d'intervention rapide (Bir) sécurise à l'heure actuelle le site suite à une convention signée avec le Mindef, pour veiller sur cette zone qui sera occupée pendant 59 mois - durée de

construction du barrage. La signature de l'accord de partenariat pour la construction de cette infrastructure énergétique intervient à Paris, alors que le ministre délégué aux Finances, Yaouba Abdoulaye, défendait ce même jour, devant la commission des Finances et du Budget de l'Assemblée nationale, le projet de loi permettant à l'Etat de réaliser ce projet d'aménagement hydro-électrique de Nachtigal sur la Sanaga. A ce titre, le numéro 2 des Finances au Cameroun s'est

appuyé sur le texte portant ratification de l'ordonnance du 2 octobre 2018, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi de finances de 2018 pour permettre au gouvernement de mobiliser les fonds dans le cadre d'investissements en énergie électrique afin d'améliorer la fourniture en électricité dans les ménages. Le lancement des travaux sur Nachtigal commenceront dès fin décembre 2018.

Michel Mindzié (Stagiaire)

Détournement présumés des milliards

Libom Li Likeng, Nkoto Emame et Biyiti Bi Essam dénoncés au Tcs

Godfroid Ondoua Ella n'y est pas allé du dos de la cuillère. En effet, c'est en lisant un document à caractère qu'il juge fortement propagandiste intitulé Postes, télécommunications et Tic : les précieux acquis du septennat en question qu'il lui est venu à l'esprit de rédiger cette fameuse dénonciation pour donner du change à toutes les curiosités et contre-vérités contenues dans ce document du Minpostel. En fait, dans une dénonciation adressée le 29 octobre 2018 à Mme la procureure près le Tribunal criminel spécial, cet inspecteur principal des travaux de télécommunications met à nue les méthodes qu'il attribue aux différents ministres des Postes et Télécommunications, Biyiti Bi Essam et Minette Libom Li Likeng et au directeur général de la

Camtel, David Nkoto Emame et compagnie d'avoir mis en place un vaste mouvement de surfacturation sur les principaux travaux de télécommunications implémentés ces derniers temps au Cameroun pour la promotion de l'économie numérique. Le brûlot de plus d'une centaine de pages qui est sur la table de Mme la procureure du Tcs a de quoi donner des urticaires au premier lecteur. En tout cas, Godfroid Ondoua Ella qui n'est pas à son premier exercice du genre semble avoir une parfaite connaissance du domaine. C'est sans doute la motivation principale qui a amené votre journal à partager cette dénonciation avec ses lecteurs et par ricochet de susciter des réactions de la part des personnalités incriminées dans ladite dénonciation.

*Coup de gueule

Les raisons d'une dénonciation

Elles sont au nombre de 15, les raisons qui ont amené l'inspecteur principal des travaux de télécommunications

Au moment où le chef de l'Etat s'apprête à entamer un nouveau mandat de sept (07) ans à la tête d'un pays déjà fortement confronté à de nombreux problèmes, d'ailleurs pour la plupart consécutifs à la mal-gouvernance érigée en mode de gestion des affaires publiques par une bonne frange de ses collaborateurs véreux, trop occupés qu'ils sont à dilapider la fortune publique pour daigner se soucier, un tant soit peu, de son passage à la postérité, le moment venu, et encore moins du devenir de ce pays.

Nous nous en voudrions de ne pas venir auprès de votre haute institution, une fois de

plus, dénoncer les agissements hautement répréhensibles des mis en cause à divers degrés (Minpostel, Minapat, Camtel, Campost, Art, Antic, Exim Bank of China, Huawei, China Unicom, etc.) et ce, même si les nombreuses dénonciations antérieures tardent à être suivies d'effets palpables, les concernés continuant, plus que jamais, à pratiquer allègrement leur sport favori, à savoir le pillage systématique des caisses publiques, une situation susceptible d'aller s'aggravant, au fil du temps, surtout si des actions d'envergure ne sont pas mises en œuvre pour mettre définitivement un terme à une telle philosophie, qui hypothèque sérieusement les chances de survie même



Biyiti Bi Essam :
ce n'est plus l'argent du Pape.

de notre pays, sa capacité à rester un et indivisible mise à part.

Cohésion sociale

En effet, si la situation antérieure venait à se perpétuer, il est fort à craindre que le septennat susvisé ne finisse par se terminer par un cuisant échec et que, l'exacerbation de l'endettement de l'Etat, combinée à celle de la mal-gouvernance, ainsi qu'aux effets pervers qu'engendre inéluctablement un tel climat, ne finissent par contribuer au basculement de notre pays dans un chaos indescriptible, à un horizon qui n'est pas si lointain.

Raison de plus pour nous de solliciter instamment de nou-

veau l'intervention de la noble institution que constitue la Justice, afin qu'elle consente enfin à jouer pleinement son rôle, en mettant hors d'état de nuire des individus qui mettent sérieusement à mal la cohésion sociale, offrant de ce fait la possibilité au Chef de l'Etat, son Excellence Monsieur Paul Biya qui, débarrassé de telles brebis galeuses et, si possible, de bien d'autres, pourrait enfin avoir l'opportunité de transformer concrètement son nouveau septennat en celui « des grandes réussites », l'action combinée et soutenue des concernés et de leurs semblables ayant jusque-là eu un impact significativement négatif sur son œuvre, la plupart des projets par eux mis en œuvre « sur très hautes ins-

tructions du Chef de l'Etat » jusque-là ayant, au mieux, connu des retards et/ou surcoûts considérables, quand ils ne se terminaient pas tout bonnement par des échecs retentissants à l'instar, justement, de la presque totalité des projets engagés dans le domaine des postes et télécommunications (CTPhone, Backbone national en fibre optique, projet Cab, Gsm Camtel, Télécentres Communautaires Polyvalents, Rascom, Nbn, Points d'Echange Internet de Yaoundé et Douala, câble sous-marin Nigeria – Cameroun (Ncscs), câble sous-marin Cameroun – Brésil (Sail), Push-To-Talk, etc.), dont il sera largement question dans la suite de la présente contribution citoyenne.

La présente dénonciation, qui montre particulièrement du doigt certaines structures étatiques nationales et chinoises (Minpostel, Minepat, Minfi, Camtel, Campost, ART, AN-TIC, Exim Bank of China, Huawei, China Unicom, etc.), s'inspire largement d'une analyse critique par nous faite, dans le but de faire ressortir quelques-unes des curiosités et/ou contrevérités contenues dans la publication du Minpostel intitulée Postes, télécommunications et tic : les précieux acquis du septennat. Elle comporte principalement deux (02) articulations, à savoir :

La dénonciation d'actes hautement répréhensibles présentés dans ce bilan du septennat sous les oripeaux d'actes de promotion du développement de l'économie numérique ;
L'analyse point par point certains aspects dudit document.

De la dénonciation d'actes hautement répréhensibles présentés dans ce bilan du septennat sous les oripeaux d'actes de promotion du développement de l'économie numérique

Nous nous attardons dans cette section sur certains aspects dudit document, histoire d'attirer l'attention de la Justice de notre pays sur la face cachée d'une publication élaborée dans le but inavoué de faire miroiter au contribuable, sous les oripeaux de nobles actions destinées à faciliter le développement de l'économie numérique dans notre pays, des actes qui en réalité lui sont parfois hautement

préjudiciables, entre autres à travers :

La mise en œuvre d'infrastructures à la précarité légendaire, et totalement incapables de contribuer au développement du pays dans des proportions en adéquation avec les sacrifices financiers consentis par le contribuable, à l'instar du génie civil d'accueil de réseaux optiques hauts débits des projets tels que le Backbone national en fibre optique, l'interconnexion des Bts de Camtel, le projet « e-Post », le projet Cab, le « Programme Nbn », etc. Résultat des courses, Camtel enregistre en moyenne une coupure de fibre optique par jour, soit 365 à 366 coupures de fibres par an, d'après un récent communiqué de l'Art sur la dégradation de la qualité de service ;

La mise en œuvre du projet Central African Backbone (Cab), dans laquelle plusieurs dizaines de milliards de Fcfa ont été dilapidés (voir ci-dessous), sans que quiconque ne soit vraiment capable de déterminer à quoi auront été consacrées les sommes astronomiques en jeu, étant par ailleurs entendu que l'essentiel des infrastructures optiques y relatives auront été mises en œuvre dans le cadre du projet Backbone National en fibre optique ;

La dégradation prématurée de l'ensemble des axes routiers bitumés le long desquels la fibre optique a été posée par Camtel, du fait du non-respect systématique des règles de l'art dans la réalisation des infrastructures de génie civil y relatives et ce, en dépit des innombrables sonnettes d'alarmes par nous officiellement tirées qui, naturellement, n'ont pas donné lieu à la prise de la moindre mesure conservatoire pour éviter un tel désastre économique et social à notre pays. Résultat des courses, l'Etat va devoir reprendre, à zéro, le bitumage de l'ensemble de son réseau routier, enregistrant du même coup un terrible bond en arrière dans son développement, et devoir en outre trouver, d'ici là, le moyen de gérer le ressentiment des populations qui empruntent lesdites routes qui, soit dit en passant, est susceptible de générer un mécontentement social généralisé ;

La mise en œuvre des Points d'Echange Internet (IXP) de Yaoundé et Douala, pour un coût total déclaré de 1,417 milliards de Fcfa, soit plus de



Nkoto Emame :
connecté dans les affaires...

36 fois les estimations de l'Internet Society, une surfacturation mémorable qui démontre, si besoin en était, la farouche détermination des intéressés à profiter de la moindre opportunité pour piller allègrement les caisses publiques ;

La mise en œuvre de télécentres communautaires polyvalents, dont l'échec est tellement cuisant, que le Minpostel n'y fait même pratiquement plus allusion dans ledit bilan, en dépit des plus de 10 milliards de Fcfa qui y ont été dilapidés ;

La spoliation de notre pays des maigres ressources financières qu'il arrive tant bien que mal à générer, au moyen de projets abusivement surfacturés – plus de 400.000.000 Usd de surfacturation pour le seul câble sous-marin Cameroun – Brésil (SAIL) – et totalement impossibles à rentabiliser, au point de contraindre le Chef de l'Etat à aller solliciter une annulation pure et simple de la dette colossale et totalement économiquement injustifiable par eux générée, tel que cela vient d'être le cas lors de sa dernière visite officielle en Chine ;

La dégradation continue de la qualité de service chez l'ensemble des opérateurs du domaine des télécommunications et des Tic, une situation exacerbée par l'incompétence et l'obstination de Camtel à fouler systématiquement aux pieds les règles de l'art ;

L'exacerbation du mécontentement des abonnés à la téléphonie fixe et mobile, à Internet, etc., au point de les amener à s'interroger sérieusement sur le rôle trouble que joue l'Etat dans la régulation des télécommunications et des Tic dans ce pays ;

La chute continue des recettes fiscales que le trésor public serait en droit d'attendre des revenus générés par les opérateurs de téléphonie mobile et autres fournisseurs d'accès à Internet, dont les recettes sont de moins en moins en adéquation avec les énormes sacrifices financiers par eux consentis en matière de coûts d'investissement et de charges d'exploitation ;

La mise en œuvre d'infrastructures dont la précarité a des répercussions négatives s'étendant à ceux des pays voisins qui ont le malheur de s'y appuyer, à l'instar de la Rca, du Tchad, etc. ;

Le bradage éhonté de l'ensemble des ressources patrimoniales de notre pays relatives au domaine des télécommunications et des Tic, entre autres par la délivrance de licences globales intégrant l'ensemble des bandes de fréquence dédiées à la téléphonie mobile, le privant par la même occasion des ressources financières conséquentes qu'il serait normalement en droit d'en attendre pour assurer son développement. C'est ainsi que le Cameroun n'aura réussi à engranger que quelques maigres 170 milliards de Fcfa dans la cession de la totalité du spectre dédié à la téléphonie mobile sous nos cieux aux opérateurs de communications électroniques, là où la France, par exemple, a réussi à engranger plus de 7.024 milliards de Fcfa (7 024 018 101 522 Fcfa) ;

La protection scandaleuse des opérateurs de téléphonie mobile qui, près d'un an après l'audit de la qualité de service réalisé par la firme Suisse Cybercom, ne risquent toujours pas de se voir infliger la moindre sanction et ce, au détriment tant du consommateur qui, entre autres abus, continue de subir une qualité de service de plus en plus exécrationnelle, que de l'Etat qui, en fin de compte, finit par être perdant sur tous les tableaux, à l'instar :

des pertes de recettes fiscales sus évoquées ;

des pertes des recettes issues des sanctions pécuniaires qui auraient normalement dues être infligées auxdits opérateurs, tel que cela se fait dans tout pays qui se respecte ;

des pertes en termes de crédibilité consécutives à son évidente impuissance devant le non-respect par les opérateurs de téléphonie mobile des clauses contractuelles de leurs cahiers de charges respectifs ;

L'exacerbation par les opérateurs des abus de position dominante, de pratiques déloyales et/ou anticoncurrentielles, voire d'évasion fiscale et ce, sous l'œil bienveillant du Minpostel et de l'Art, qui ne semblent nullement prédisposés à fournir le moindre effort pour mettre un terme à de telles pratiques pourtant hautement répréhensibles, et préjudiciables au développement de notre pays ;

La spoliation du contribuable à travers les pratiques sus évoquées, entre autres au moyen de la surfacturation

des appels inter réseaux, de la multiplication des plans tarifaires et/ou forfaits à la subtilité parfois totalement incompréhensible pour la plupart des abonnés, etc. ;

L'absence d'une charte de déontologie destinée à obliger les opérateurs, entre autres, à expliquer clairement aux abonnés les contours des offres et/ou forfaits auxquels ils sont souvent appelés à souscrire et ce, parfois à leur détriment, dans bon nombre de cas.

L'on ne saurait d'ailleurs, dans le prolongement de ce document produit par le Minpostel, s'empêcher de condamner, de la manière la plus forte, « l'accord de partenariat stratégique dans le domaine des technologies de l'information et de la communication » que les mêmes individus viennent d'amener le Chef de l'Etat à autoriser le Minepat à signer avec Huawei, un équipementier chinois de télécommunications dont on peut affirmer, sans ambages, que la plupart des projets à lui confiés par l'Etat se sont inéluctablement conclus par des échecs retentissants jusqu'à ce jour.

Dans de telles conditions, aller jusqu'à faire de Huawei « le partenaire stratégique prioritaire du Cameroun en matière de télécommunications », un statut qui n'est normalement censé être attribué qu'à un partenaire avec qui la coopération est unanimement jugée particulièrement fructueuse dans tout pays qui se respecte, est totalement à l'encontre des intérêts vitaux de la République, alors même que la pose du câble sous-marin Cameroun – Brésil (SAIL) enregistre, à elle seule, une surfacturation de 200 milliards de Fcfa au minimum, comparativement aux câbles Sacs d'Angola Cables et SABR de Seaborn Networks.

D'ailleurs, le Cameroun aurait normalement dû, en contrepartie, bénéficier de « la clause du pays le plus favorisé », ce qui signifie que les coûts des projets réalisés par Huawei pour notre pays devraient être les plus bas pratiqués par cette entreprise pour le même type de prestations, avec révision systématique à la baisse à chaque fois que Huawei viendrait à accorder de meilleures conditions financières à quelque autre entité que ce soit au cours de l'exécution de tels projets, ce qui est loin d'être le cas, les projets concernés étant systématiquement fac-



turés trois (03) à quatre (04) fois plus chers que les projets similaires réalisés au profit d'autres pays et/ou entités. Il convient de souligner que tout cela fait partie d'un plan savamment mûri, et qu'en utilisant une politique dont le principe consiste à « prêter pour posséder » (« loan-to-own program »), la Chine enchaîne nos pays par la dette et, par conséquent, les rend très dépendants d'elle.

Cela dit, la fixation faite sur la mise en œuvre d'infrastructures de transport basées presque exclusivement sur la fibre optique souterraine participe certainement de cette inébranlable intention de bernier tout le monde, dans le sombre dessein d'obtenir les avais nécessaires pour mieux spolier l'Etat, car l'on peut difficilement comprendre une telle fixation en plein 21ème siècle, surtout quand on sait pertinemment qu'il existe d'autres alternatives pour la réalisation des réseaux de transport, de collecte et/ou de desserte, en cas de besoin, à l'instar :

Des liaisons hertziennes, dont les capacités peuvent monter jusqu'à plus de 10 Gigabit/s ;
Des liaisons optiques déployées en s'appuyant sur les réseaux électriques de transport ;
Des liaisons satellitaires, à l'instar des alternatives proposées par des entreprises telles que Google, Intelsat, Eutelsat, GoSat, Bloosat,

Konnect Africa, Facebook, AirBit, Yahsat, Avanti Communications, etc. ;

Des réseaux Wi-Fi urbains, à l'instar de celui déployé par Facebook en Tanzanie.

En somme, la pose de liaisons de transport par fibres optiques n'est vraiment indispensable, et économiquement justifiable, que dans les cas particuliers où les capacités nécessaires en transport vont bien au-delà de celles offertes par les technologies alternatives, à l'instar, entre autres, des liaisons hertziennes, des liaisons satellitaires, etc.

A noter qu'en ce qui concerne la connectivité des abonnés à Internet en « zones blanches », les solutions basées sur le satellite sus évoquées s'avèrent particulièrement indiquées, y compris pour les opérateurs de téléphonie mobile pour l'extension de la couverture GSM, 3G et/ou 4G, et les fournisseurs d'accès à Internet, qui peuvent parfaitement s'y appuyer, entre autres pour contribuer significativement à la réduction de la fracture numérique.

Libom Li Likeng :
au nom du père, du fils et du ...

Travaux de télécommunications

Les principales niches de détournements

C'est ce qui ressort de l'analyse point par point de certains aspects dudit document qui pour en faciliter la compréhension, suit le même plan que celui de la publication en question.

L'on pourrait ainsi s'attarder sur les cas particuliers :

De la pénétration de la téléphonie fixe et du CTPhone, abusivement surévaluée, pour masquer le fait que le nombre total d'abonnés y relatifs, qui était évalué à 412 415 lignes téléphoniques (fixe + CTPhone) à CAMTEL en 2015 par le Minpostel dans son bilan du septennat, n'était en réalité que de 204 182 lignes téléphoniques (fixe + CTPhone) à la même date pour l'Art, dont 67 133 lignes filaires. Résultat des courses : plus de 62 milliards de Fcfa de dettes pour les trois (03) phases initiales du CTPhone, compte non tenu de celles incluses dans les phases I et II du « Programme NBN » ;
Du câble sous-marin Nigeria – Cameroun (NCSCS), dont la pose a été arrachée au consortium MainOne par le Minpostel et Camtel avec, entre autres conséquences

néfastes, un surcoût injustifiable de plus de 3,5 milliards de Fcfa ;

Du câble sous-marin CBCS Cameroun – Brésil (rebaptisé SAIL pour brouiller les cartes), dont la pose est évaluée à 280 milliards de FCFA par Camtel et ses partenaires, et qui enregistre en réalité une surfacturation de 200 milliards de Fcfa au minimum (400 millions Usd), comparativement aux câbles Sacs d'Angola Cables et Sabr de Seaborn Networks, aux destinations et longueurs similaires, et aux capacités et opportunités offertes à la clientèle de loin meilleures. Pire, il pourrait même, à la longue, mettre à mal la viabilité économique des quatre (04) autres câbles sous-marins à fibres optiques SAT-3, MainOne, Wacs et Ace, tel que révélé dans ladite dénonciation ;

De la multiplication totalement contreproductive de la pose de câbles optiques sous-marins sous les prétextes les plus fallacieux, à l'instar des câbles Ncscs (MainOne) et Cbsc (Sail) ;

Des Phases I et 2 du « Programme NBN », où plus de 300 milliards de Fcfa ont été dilapidés ;

Des Points d'Echange Internet (IXP) de Yaoundé et Douala, censés coûter en moyenne 20 millions de Fcfa chacun d'après les estimations de l'Internet Society pour la mise en œuvre d'un IXP, mais qui auront finalement coûté la bagatelle de 1,417 milliards de Fcfa à l'Etat ;

Du bradage délibéré de ressources patrimoniales nationales relatives aux télécommunications et Tic, qui a formellement été dénoncé auprès du Tcs par nos soins dernièrement, où notre pays n'a recueilli que 170 milliards de Fcfa, là où la France en recueillait plus de 7 024 milliards de Fcfa (7 024 018 101 522 Fcfa) ;

Du cas Campost, dans lequel 33 milliards de Fcfa ont été dilapidés, entre autres dans la pose totalement injustifiée d'un génie civil de fibre optique totalement impossible à rentabiliser ;

Du projet Central African Backbone (Cab), dans lequel plus de 70 milliards de Fcfa ont été dilapidés sous prétexte de poser les mêmes sections de liaisons optiques déjà financées dans le cadre de la pose du Backbone national en fibre optique ou du projet « e-POST » ;

Des 117 Télécentres com-

munautaires polyvalents, tous actuellement laissés à l'abandon, en dépit des sommes astronomiques qui y ont été dilapidées (plus de 10 milliards de Fcfa) ;

De l'audit de la qualité de service offerte par les réseaux des opérateurs de téléphonie mobile, dont il ne faudrait absolument rien attendre, lesdits opérateurs bénéficiant d'une protection inconditionnelle de la part du Minpostel et de l'Art et ce, au détriment des intérêts vitaux tant de l'Etat que du consommateur ;

Du cas spécifique de Nexttel, où le Pca monsieur Ahmadou Danpullo, réclame, le plus officiellement du monde, la somme de 98 milliards de Fcfa à ses partenaires de Viettel Global Investment SA, « *qu'il aurait dépensé en procédures et divers pour l'attribution des licences 2G et 3G à Viettel* », alors que l'Etat n'a, lui, encaissé que 20 Milliards de Fcfa dans cette affaire, soit cinq (05) fois moins que les hauts responsables en charge dudit dossier, au moyen des « *divers* » en question.

Conclusion :

Au vu de tout ce qui précède, l'on devrait aisément convenir avec nous du fait, indéniable, que le contenu du document à caractère fortement propagandiste intitulé Postes, télécommunications et Tic : les précieux acquis du septennat en question est largement sujet à caution. Les nombreuses dénonciations faites par nos soins auprès du Procureur Général près le Tcs sur bon nombre des aspects y relatifs démontrent à souhait, si besoin en était, le caractère perfide de bon nombre des actions qui y sont encensées. En effet, l'expérience prouve que la philosophie qui sous-tend toute action des mis en cause et de leurs nombreux commanditaires et/ou complices pour la plupart tapis dans la haute administration camerounaise, c'est plus que jamais : « *pas d'intérêt personnel, pas d'action* ».

Ainsi, chaque fois que les concernés posent officiellement un acte, il suffit de gratter un peu le vernis qui le recouvre, pour découvrir, derrière, une gigantesque entourloupe car, en règle générale, c'est en milliards, voire en dizaines et parfois même en centaines de milliards de Fcfa que s'évaluent les pertes subies par l'Etat du fait de leur insatiable

boulimie. Résultats des courses, les trois (03) derniers septennats auront été de véritables fiascos en ce qui concerne les télécommunications et TIC.

La Banque Mondiale révèle d'ailleurs à ce propos que les projets réalisés par l'Etat du Cameroun sont en règle générale facturés trois (03) à quatre (04) plus chers que des projets similaires réalisés dans d'autres pays.

Dans ces conditions, penser que l'on peut réussir à développer un pays en s'appuyant sur de tels suppôts de Satan ne peut constituer qu'une regrettable méprise.

Nous ne saurions d'ailleurs nous empêcher de manifester notre grande préoccupation devant les protections occultes dont bénéficient, à chaque fois, les intéressés qui, en dépit de la transmission de leurs dossiers au Tcs par la Présidence de la République, des interdictions de sortie du territoire et/ou des retraits de leurs passeports, parviennent toujours à réaliser l'exploit de rester en poste, contre vents et marrées, et à en profiter pour continuer, impunément, à perpétuer allègrement leur action hautement néfaste de pillage systématique des caisses publiques, donnant, par la même occasion, la désagréable impression à la majorité de nos compatriotes que notre pays est inéluctablement abandonné à quelques suppôts de Satan, dont le dessein le plus cher est de le précipiter du « *chaos lent* » autrefois si cher au Pr. Mathias Eric Owona Nguini, au « *chaos rapide et intégral* » dans lequel il finira par basculer totalement dans un avenir pas si lointain, surtout si la Justice camerounaise continue de répondre aux abonnés absents, à un moment particulièrement délicat où notre pauvre pays a plus que jamais besoin qu'elle prenne ses responsabilités, toutes ses responsabilités, et rien que ses responsabilités, pour le protéger de l'action hautement perfide de prédateurs sans foi ni loi.

En définitive, plus tôt des mesures énergiques concrètes seront prises en vue d'un retour effectif à l'orthodoxie en matière de conduite des affaires publiques, plus notre pays aura de chances de ne pas voir, inexorablement, son unité et son intégrité se déliter au fil du temps.

Cela étant, nous ne pouvons que très respectueusement

recommander au Chef de l'Etat de prendre toutes les mesures qui s'imposent, en vue de permettre à notre pays de tirer le maximum de bénéfices possible de ses potentialités, et par conséquent de ne surtout pas, mais alors surtout pas, continuer à faire preuve d'une indulgence totalement injustifiable vis-à-vis d'individus qui, au vu de leurs actions tout aussi hautement répréhensibles que dommageables pour notre nation, semblent avoir signé un pacte avec le diable pour réduire à néant tous ses efforts et ce, dans le sombre dessein de le précipiter, avec autant de célérité que possible, dans un chaos indescriptible.

Point n'est d'ailleurs besoin de vous rappeler très respectueusement que les récurrentes recommandations de la Banque de France, du Fmi, de la Conférence des chefs d'Etats de la Cemap, du Pref-Cemap, etc., entre autres en ce qui concerne les risques de dévaluation qui pèsent plus que jamais sur le Franc Cfa, vont exactement dans le même sens. Cela étant, au-delà des détournements massifs de deniers publics perpétrés et ce, sans le moindre état d'âme par les mis en cause, il n'en demeure pas moins que la seule prise à répétition de décisions systématiquement scélérates par de hauts responsables d'un tel niveau, en plus de constituer une faute professionnelle, constitue, en outre, sans aucun doute, une faute lourde.

Par ailleurs, l'expérience montre clairement que chaque jour supplémentaire que de tels individus passent aux commandes des structures qu'ils dirigent leur permet de commettre de nouveaux dégâts parfois plus importants que les précédents, tel que l'on peut amèrement le constater, avec le cas de la mise en œuvre totalement dommageable pour le trésor public d'une infrastructure telle que le câble sous-marin Sail reliant le Cameroun au Brésil. Et certains desdits dommages sont, en règle générale, totalement irréversibles.

Cela dit, il ne serait pas superflu de rappeler ici, pour que nul n'en ignore, que dans l'imagerie populaire, la nomination à une charge publique dans notre pays équivaut plus que jamais à l'attribution au concerné d'un « *permis de piller impunément la fortune publique* ».

Et, tant que les sanctions demeureront aléatoires, cette perception des privilèges que confère une telle nomination demeurera immuable.

Dans ces conditions, tout ce que le Chef de l'Etat est en droit d'espérer présenter comme succès à la fin du septennat des « *grandes opportunités* » sera largement contrebalancé par le montant cumulé des détournements massifs de deniers publics, doublé de décisions systématiquement scélérates, un scénario susceptible d'avoir des conséquences hautement négatives pour son passage à la postérité, le moment venu.

Nous ne saurions boucler la présente dénonciation sans souligner à grands traits, pour que nul n'en ignore, que la plupart des accusations faites ici font déjà partie intégrante des dénonciations et/ou contributions citoyennes antérieures [Cf. Dénonciation de David Nkoto Emame et compagnie, Seconde dénonciation de Monsieur David Nkoto Emame et Compagnie, Communication des pièces justificatives de mes dénonciations de M. David NKOTO EMAME et Compagnie (99 pièces y sont jointes), Dénonciation de Monsieur Biyiti Bi Essam et Compagnie (72 pièces justificatives y sont jointes), Dénonciation du Minapat, David Nkoto Emame et Compagnie, pour dilapidation délibérée de la fortune publique (34 pièces justificatives y sont jointes), dont des exemplaires et autres pièces justificatives ont été, à chaque fois, officiellement déposées dans les services de madame la Procureure Générale près le Tcs et/ou de monsieur le Président du Tcs, raison pour laquelle aucun document supplémentaire n'y sera joint, les autres éléments de preuves ayant été intégrés dans le contenu de la présente dénonciation.

Dans l'espoir que notre démarche recevra toute l'attention qu'elle mérite de votre part, et que la suite à elle réservée ouvrira la porte à d'autres actions similaires de la part d'autres camerounais excédés par l'arrogance et les agissements criminels, à ciel vert, de nombre de nos compatriotes, nous vous prions, madame la Procureure Générale, de bien vouloir recevoir les assurances de notre parfaite considération.

Ondoua Ella G.
*Le surtitre et le chapeau sont de la rédaction.

Can 2019

Paré pour la 4^{ème} visite d'inspection

C'est ce qui ressort de la communication du ministre des Sports et de l'Education physique du 9 novembre 2018 en prélude à la 4^{ème} visite d'inspection des experts de la confédération africaine de football (Caf) qui séjournent au Cameroun depuis le 10 novembre dernier.

C'est déjà une tradition pour le ministre des Sports et de l'Education physique, président du Cocan de réunir les médias locaux et internationaux à la veille de l'arrivée au Cameroun d'une mission d'inspection des experts de la Confédération africaine de football (Caf) dans le cadre des préparatifs de la coupe d'Afrique des Nations masculine de football qu'abrite le Cameroun en 2019. Et comme lors des précédentes occasions, c'est encore la salle de presse du stade Omnisports de Yaoundé qui a accueilli cette rencontre entre Pierre Ismaël Bidoung Mkpatt et les hommes de médias.

D'emblée, tout en se félicitant de la forte mobilisation des hommes et femmes de médias, le ministre des Sports et de l'Education physique les a promenés dans les préparatifs de la Can Total Cameroun 2019, à 7 mois du début de ce grand événement. Aussi apprendra-t-on que « le Comité de normalisation de la Fécafoot, les ministères et structures partenaires, les entreprises nationale et internationales adjudicataires des travaux de construction ou de réhabilitation des différentes infrastructures (...) sont totalement mobilisés en vue de remplir de manière optimale toutes les exigences contenues dans le cahier de charges de la Caf. Parlant des infrastructures, le Minsep a indiqué pour s'en féliciter que depuis la première visite d'inspection de la Caf, le Cameroun a fait d'importants efforts en vue de leur arrimage aux exigences de la Caf. C'est ainsi que l'on note que 34 stades dont 7 pour la compétition et 26 pour les entraînements sont en phase terminale pour les uns et opérationnels pour les autres dans les différentes villes que sont Yaoundé, Garoua, Bafoussam, Douala, Buéa Limbe. De même poursuit, le Minsep, « les différentes recommandations faites par la Caf lors des 3 premières missions d'inspection et, notamment,

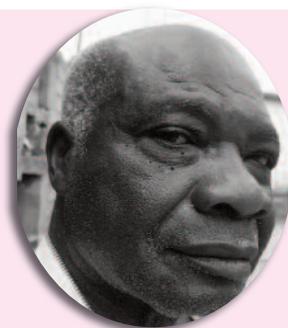
le respect des plannings des travaux des différents chantiers sont mis en œuvre par les responsables des entreprises adjudicataires qui se sont engagées à respecter scrupuleusement les délais contractuels. »

S'agissant des infrastructures hôtelières, tous les sites d'hébergement sont identifiés. Certaines bénéficient des aménagements conséquents alors que celles en construction les intègre directement, a indiqué le Minsep qui a par ailleurs rassuré que la carte hôtelière du Cameroun au niveau des principales villes hôtes a été transmise à la Caf. Cette carte a été élaborée en collaboration avec le ministère du Tourisme et des Loisirs et elle comprend les hôtels de toutes les catégories ainsi que des immeubles de standards honorables avec des appartements privés. Dans la foulée, les infrastructures hospitalières ont également été précisées par le mi-

nistère de la Santé publique sur chaque site. A ce niveau également, il en ressort que le Cameroun dispose, conformément au plan de couverture sanitaire transmis au Cocan par le Minsanté, d'hôpitaux de référence ayant des plateaux techniques conformes aux exigences de la Caf dans certaines villes-hôtes. Le renforcement desdits plateaux techniques, à en croire le ministre de la Santé publique est en cours dans les autres villes hôtes. Quant aux infrastructures aéroportuaires, routières, de communication et de télécommunications, les voiries urbaines, Pierre Ismaël Bidoung Mpkatt a précisé qu'elles faisaient l'objet d'attention particulière de la part des différentes administrations compétentes qui en sont les maîtres d'ouvrage et qui assurent le suivi quotidien en vue du respect des engagements pris par le Cameroun. Poursuivant son exposé, le

Minsep a évoqué le côté événementiel qui n'est pas en reste. A ce sujet, il a indiqué que « le Cocan a lancé depuis trois mois, en relation avec le ministère du Tourisme et des Loisirs et Lagardère Sports, l'agent marketing de la Caf, la promotion de la destination Cameroun à travers une campagne d'affichage lors des rencontres de la Champions League africaine et de la Coupe de la Caf. » Dans la foulée, l'on apprendra du Minsep que les sites devant abriter les centres d'accréditation, les villages Can et les Fan-zones ont été identifiées et les échanges sont en cours avec les structures compétentes de la Caf pour leur opérationnalisation. Comme on peut le constater, c'est sans tambours ni trompettes que le Cameroun, à travers le Cocan travaille d'arrache-pied pour une Grande Can au Cameroun en 2019.

Charles Nwé



Caisse - - dire

Paul Biya : l'onction du peuple

J - Fondene

Le rituel ordinaire chargé de donner l'onction du peuple à Paul Biya, président élu de la République du Cameroun a bien eu lieu le 6 novembre dernier. La grand'messe dite à cette intention avait le président de l'Assemblée nationale Cavaye Yeguié Djibrill comme célébrant principal, le vice-président du Sénat (Marcel Niat Djifendji absent), Clément Atangana, président du Conseil constitutionnel, Mokobe Sone, premier président de la Cour suprême comme concélébrant. Toutes ces séquences ponctuées avec faste et gravité, l'inauguration du septième septennat de l'illustre commandant du bateau Cameroun. Ayant reçu tous les attributs que lui confère son statut, Paul Biya

s'est adressé au peuple du haut de sa splendeur. Tous les plans abordés, pour définir cette mandature étaient martelés avec vigueur et détermination. L'économie de son texte nous fait retenir qu'il a pris en considération tout ce que lui réclame la jeunesse qui représente le Cameroun de demain, lui conseillant tout aussi bien de ne pas se laisser entraîner par ces prestidigitateurs de fortune propres à l'égarer. A ceux qui ont pris les armes pour semer la terreur, la désolation dans notre cher pays, il leur a demandé de les déposer et de se ranger du côté de la pacification, de l'unification. C'est dans cette paix, cette entente que nous arriverons au bout de tout ce que nous avons entrepris pour le développement, le bien être de tous.

Quand il reçoit l'onction du peuple, il a tous les pouvoirs de lui assurer la protection nécessaire à sa vitalité, à son bonheur. Il ne manque pas de mettre en garde ceux qui persistent à défendre la thèse de la sécession. Dans leur force du désordre, ils auront en face la force de l'ordre. Rien ne peut se garantir dans la confusion. Quand on se renseigne auprès de ceux qui connaissent un peu bien cet homme du 6 novembre, nous sommes sûrs qu'il ne parle jamais en l'air ; il promet et réalise, il défend avec fermeté les intérêts de la nation. Il est fier d'être Camerounais et ne souffrira jamais que quelque entorse puisse entraver son chemin pour le progrès dans la sérénité. Les recalés au vote doivent se plier au choix de la majorité.



EcoPark CAMEROUN

À LA RENCONTRE DE LA NATURE

Quel Camerounais n'a pas encore rêvé des moments de détente loin du stress et des bruits agressifs du centre-ville, d'un séjour où tout le personnel serait aux petits soins, devant le moindre de ses attentes ?

Depuis quelques jours à Ahala II, au lieu-dit Izalla, dans l'arrondissement de Yaoundé III, ce rêve est devenu réalité.

Installé dans un magnifique site de 8 hectares à la périphérie de la cité capitale, **Eco-Park** réserve chaque jour un accueil personnalisé hors du commun et une qualité de prestations exceptionnelle, dans un cadre unique de cours d'eau, de marais et d'aires de vie sauvage.

Dans une atmosphère intimiste, ses boukarous semblent veiller sur la magie des apartés d'affaires ou de couples.

Avec son parc animalier composé d'espèces d'oiseaux et d'animaux rares, ses étangs de poissons, ses aquariums hors sol et son centre hippique,

Eco-Park offre aussi en famille des moments d'apaisement absolu, bénéfique à la fois au repos et à l'éducation des enfants. Surtout à ces derniers un idéal et attrayant espace ludique.

Eco-Park possède même un secret : un privilège exclusif pour les gourmets qui peuvent déguster au choix le produit de leur pêche dans les étangs du site.

Eco-Park : un univers unique qui s'offre à vous à Yaoundé.

Et si vous pensez que l'écotourisme a une place de choix dans la voie vers l'émergence, alors rejoignez-nous à Eco-Park.

BP : 121 Yaoundé. Tél : 242 895 979 / 242 895 978

email : ecoparkyaounde@gmail.com / ecoparkcameroun@gmail.com